

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt février à dix-huit heures, le Comité Syndical, dûment convoqué le premier février deux mille vingt-quatre, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle polyvalente de St-Péravy-la-Colombe, sous la présidence de Monsieur Frédéric CUILLERIER.

➤ **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA BEAUCE LOIRÉTAINE**

Saïd BALAH (Bricy), Muriel BATAILLE (Tournoisis), Thierry BRACQUEMOND (Huêtre), Annick BUISSON (Gidy), Joël CAILLARD (Gémigny), Laurence CHEVOLOT (Artenay), Marie-Paule DUMINIL (Cercottes), Sylvain HODEAU (St-Péravy-la-Colombe), David JACQUET (Artenay), Hubert JOLLIET (Chevilly), Dominique LORCET (Chevilly), Mathieu MARTEAU (Trinay), Dimitri MICHAUD (Gidy), Denis PELÉ (Saint-Péravy-la-Colombe), Martial SAVOURE-LEJEUNE (Cercottes), Patrice VOISIN (Patay).

➤ **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU VAL DE LOIRE**

Bernadette BESNARD (Le Bardon), Odile BRET (Beauce-la-Romaine), Aurore CARO (Meung-sur-Loire), Clarisse CAZEUDUMEC (Cléry-Saint-André), Alain CHAMPENOIS (suppléant de Gérard CORGNAC - Cléry-St-André), Frédéric CUILLERIER (Saint-Ay), Jean-Christophe DURU (suppléant de Michel FAUGOUIN - Chaingy), Sandrine PAIN (suppléante de Philippe FERREIRA - Rozières-en-Beauce), Marie-Françoise QUERE (suppléante de Pascal FOULON - St-Ay), Yves FROISSART (Beaugency), Philippe GACONNET (Cravant), Michelle GAY (Huisseau-sur-Mauves), Elisabeth MANCHEC (Coulmiers), Yohan CHESNEAU (suppléant de Solange VALLÉE - Binas), Bruno VIVIER (Charsonville), Franck VUE (Epieds-en-Beauce).

**Assistaient également :**

Les délégués suppléants de la CCBL : Thierry COUTANT (St-Péravy-la-Colombe), Brigitte BLAIN (Chevilly).

Les délégués suppléants de la CCTVL : Jean-Yves GUINARD (Meung-sur-Loire).

Ainsi que : Karin FISCHER (Région Centre-Val de Loire), Hervé LEFEVRE (Rozières-en-Beauce), Frédéric POTTECHER (Président du Conseil de développement) Réginald DEPUSSAY (Département du Loiret).

Monsieur Frédéric Cuillerier, Président du PETR Pays Loire Beauce, et Denis Pelé souhaitent la bienvenue aux élus. Monsieur Yves Froissart est désigné secrétaire de séance.

**Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal du 13 décembre 2023
2. Débat d'Orientation Budgétaire 2024 (**Délibération n°24-01**)
3. Contrat de chaleur renouvelable (ex « COT ENR ») (**Délibération n°24-02**)
4. PCAET - LIFE
5. Watty à l'école (**Délibération n°24-03 et délibération n°24-04**)
6. Biodiversité : création d'un comité de pilotage « biodiversité » et validation de la feuille de route (**Délibération n°24-05**), BiodiverCiné 2023, BiodiverCiné 2024 (**Délibération n°24-06**), projet « plantez le décor » (**Délibération n°24-07**), information sur les inventaires de biodiversité communale (IBC).
7. Programme LEADER : animation du GAL 2024 (**délibération n°24-08**) animation de la stratégie biodiversité 2024 (**délibération n°24-09**)
8. Questions diverses



## 1. Approbation du procès-verbal de la séance du 13 décembre 2023

---

Monsieur le Président demande aux Membres s'ils ont des remarques concernant le procès-verbal de la séance précédente, envoyé avec les convocations. Le procès-verbal de la séance du 13 décembre 2023 est adopté à l'unanimité.

## 2. Débat d'Orientation Budgétaire 2024

---

Monsieur Cuillerier présente les principales orientations budgétaires 2024 (voir document joint avec la convocation). Evoquant le projet de plateforme territoriale de rénovation énergétique (PTRE), il précise que celle-ci ne rentre pas en concurrence avec les OPAH portées par les ComCom mais constitue une offre de services complémentaires destinée à tous les ménages du territoire. Il note que les élus devront se positionner sur ce sujet lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 car les financeurs de cette étude ont, par dérogation, autorisé le Pays Loire Beauce à finir cette étude au plus tard le 30 juin 2024 (alors qu'elle devait initialement se terminer fin 2022).

En matière de recettes, le Président observe l'important soutien de la Région Centre-Val de Loire, ainsi que de l'ADEME via le versement de la part variable du COT ENR 2.0 (compte tenu de l'atteinte des objectifs sur le territoire).

Pour la partie investissements, le Président note que le travail sur le SCoT devra se prolonger en 2025, compte tenu de la modification du SRADDET qui sera réalisée en 2024.

Monsieur Cuillerier constate à nouveau que le niveau de cotisation par habitant demandé par le Pays aux deux communautés de communes est le plus faible observé. Constatant que cette cotisation de 1,50 € n'a pas évolué depuis 2017 (malgré une inflation de 14% entre 2017 et 2023), il informe que les charges liées aux locaux occupés par le Pays Loire Beauce ont fortement augmenté (électricité, chauffage, etc.) et souligne qu'il serait juste de répercuter cette hausse au Pays Loire Beauce (afin que la commune de St-Ay ne soit pas la seule des 48 communes à supporter cette hausse). En complément, il constate que les indemnités du Président sont faibles et que les Vice-présidents n'ont pas d'indemnités, à la différence des EPCI. En ce sens, une augmentation de 0,20 € permettrait à la fois de répercuter la hausse des coûts d'occupation des locaux et donnerait une très légère marge de manœuvre. Monsieur Cuillerier précise que cette augmentation n'est pas liée à la mise en place éventuelle d'une PTRE, laquelle nécessiterait le recrutement d'une personne.

Thierry Bracquemond, Président de la Communauté de Communes de la Beauce Loirétaine, comprend les arguments mais note qu'il est difficile de parler au nom de la ComCom des Terres du Val de Loire.

Monsieur Cuillerier indique qu'il sollicitera les deux communautés de communes sur cette possible augmentation de cotisation de 0,20 € et que celle-ci sera tranchée à l'occasion du vote du budget. Le comité syndical se montre favorable à ces orientations budgétaires pour l'année 2024 (délibération n°24-01)

## 3. Contrat de chaleur renouvelable (ex « COT ENR »)

---

Monsieur Cuillerier rappelle que le COT ENR 2.0 permet de bien financer les installations de chaleur renouvelable et constate que Jan Jamka (Chargé de mission chaleur renouvelable) a réalisé beaucoup d'interventions auprès des communes du Pays. Il observe également que, sur la période 2021-2024, ce sont les projets industriels de chaleur renouvelable qui ont permis au territoire d'atteindre ses objectifs. Au regard de la réussite du COT ENR 2.0 sur la période 2021-2024, Monsieur Cuillerier propose d'acter l'engagement des Territoires Ruraux de l'Orléanais pour le déploiement d'un Contrat de chaleur renouvelable territorial (également appelé COT ENR 3.0) sur la période 2024-2028 ; de désigner le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne en tant que

structure porteuse du Contrat de chaleur renouvelable territorial pour le compte des « Territoires ruraux de l'Orléanais » ; de l'autoriser à approuver le dossier de candidature des Territoires ruraux de l'Orléanais qui sera déposé auprès de l'ADEME dans le cadre du Contrat de chaleur renouvelable territorial.

Monsieur Cuillerier propose également de l'autoriser à rédiger et valider le projet de convention de partenariat du Contrat de chaleur renouvelable territorial entre les Territoires Ruraux de l'Orléanais, de solliciter les aides financières de l'ADEME et de la Région Centre-Val de Loire dans le cadre de ce Contrat de chaleur renouvelable territorial ainsi que de mobiliser les crédits de l'ADEME pour assurer une double animation partagée :

- une animation chaleur renouvelable et une expertise proposée par FIBOIS au niveau des COT ENR/ Contrat de chaleur renouvelable du Loiret.
- une animation locale au niveau des Territoires ruraux de l'Orléanais, à définir entre les deux entités. Pour rappel, cette animation doit permettre d'accompagner les porteurs de projets, de faire émerger de nouveaux projets, d'organiser le pilotage du Contrat de chaleur renouvelable et le suivi/évaluation, de mettre en synergie les acteurs et d'assurer la communication du dispositif.

Le projet de convention définit les conditions de partenariat des Territoires Ruraux de l'Orléanais.

Enfin, il propose de l'autoriser à mener toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents liés à la mise en place du Contrat de chaleur renouvelable territorial sur le territoire (convention ADEME, convention Territoires ruraux de l'Orléanais, convention FIBOIS et éventuelle convention cadre FIBOIS du Loiret...). Ces propositions sont adoptées à l'unanimité (**délibération n°24-02**).

#### 4. PCAET – LIFE

Monsieur Cuillerier présente Julie Bentz, nouvelle chargée de mission en charge du plan climat air énergie territorial, du programme LIFE et du programme Watty. Il souligne que Mme Bentz a participé aux réunions LIFE et PCAET avant même le commencement de son contrat, témoignant ainsi d'un fort engagement dans ses missions.

Monsieur Cuillerier informe que la SAS "**WATT O CENTRE SAS**" a été créée en janvier 2024. Issu d'un travail commun entre les collectifs "Les Watts en Meung" (Meung-sur-Loire), "Energisons" (Gâtinais Montargois), "Les SurVOLtés du Canal" (St Jean de Braye), Après Demain 28 (Marboué), cet outil permettra le portage juridique et financier de nombreux projets EnR citoyens pour les collectifs situés dans le 45 et le 28. Il sera notamment utilisé pour construire le projet d'ombrière de parking sur la gare de Meung-sur-Loire.

#### 5. Watty à l'école

Monsieur Cuillerier constate que le déploiement du programme Watty à l'école sur l'année scolaire 2023-2024 a mobilisé 24 écoles, 110 classes pour 2 535 élèves. Monsieur Lorcet souligne que les retours de ce projet sont plutôt positifs et que les ateliers proposés intéressent les élèves. Monsieur Jacquet évoque les retours positifs des parents qui l'ont eu de leurs enfants ; il s'interroge sur les classes ciblées par le prochain programme.

Monsieur Cuillerier propose aux élus du comité syndical de renouveler l'opération pour l'année scolaire 2024-2025 en passant par le partenaire ECOCO2. Dans l'hypothèse où 110 classes seraient engagées, le coût serait de 121 000 € HT dont 77% financé par les CEE (soit 93 170 €). Le reste à charge pour le Pays Loire Beauce serait de 27 830 € HT soit 33 396 € TTC.

Le plan de financement estimatif suivant est présenté :

Dépenses TTC		Recettes	
Déploiement de Watty à l'école sur 110 classes	33 396 €	Programme LEADER (80%)	26 717 €
		Département du Loiret	5 000 €
		PETR Pays Loire Beauce	1 679 €
<b>Total</b>	<b>33 396 €</b>	<b>Total</b>	<b>33 396 €</b>

A l'unanimité, le comité syndical décide de renouveler le programme « Watty à l'école » sur l'année scolaire 2024-2025 via un partenariat avec ECOCO2 sous réserve de l'obtention des financements, ainsi que de solliciter le programme européen LEADER et les financements du Département du Loiret pour soutenir ce projet (**délibération n°24-03 et délibération n°24-04**).

Un courrier a été envoyé par mail aux communes courant février ; il sera transféré aux délégués du comité syndical de façon que l'information circule le plus possible.

## **6. Biodiversité**

---

### **❑ Création d'un comité de pilotage « biodiversité »**

Monsieur Froissart informe qu'un groupe de travail composé d'élus et de membres du Conseil de développement s'est réuni à plusieurs reprises pour définir des axes de travail du PETR en matière de biodiversité pour les deux années à venir. L'objectif de ce comité de pilotage est de sensibiliser les acteurs du territoire, diagnostiquer, faire émerger les enjeux et établir des priorités d'actions en matière de biodiversité, d'accompagner et évaluer les actions qui sont menées sur le territoire en matière de biodiversité (afin de les diversifier, les réitérer).

Monsieur Froissart informe qu'une réunion de rendu des six diagnostics de biodiversité agricole avec la Chambre d'agriculture et l'association Loiret Nature Environnement a eu lieu le matin même en présence d'agriculteurs du territoire. Un travail a notamment été réalisé pour observer la qualité et la fertilité des sols avec Cédric Berger de la Chambre d'agriculture du Loiret.

Monsieur Cuillerier s'interroge sur l'évolution de la biodiversité entre les premiers diagnostics réalisés en 2010 et ceux réalisés en 2023. Monsieur Froissart précise qu'il est statistiquement compliqué de comparer les deux diagnostics et note qu'on est davantage dans une « photo » de l'état de la biodiversité à l'instant t. Il évoque par ailleurs l'outil « STOC » (suivi temporel des oiseaux communs), un protocole scientifique national qui permet d'évaluer l'état des populations d'oiseaux communs nicheurs. Il informe que le nombre d'oiseaux diminue au niveau national d'1% par an depuis 30 ans.

Monsieur Cuillerier propose de transformer ce groupe de travail en « comité de pilotage sur la stratégie biodiversité ». A l'unanimité, le comité syndical décide de valider la création du comité de pilotage et de sa feuille de route sur la stratégie biodiversité et de laisser la possibilité à d'autres membres d'intégrer cette instance (**délibération n°24-05**).

### **❑ BiodiverCiné 2023**

Monsieur Foussekis rappelle que cette 3<sup>ème</sup> édition de BiodiverCiné a réuni environ 175 personnes (Lailly-en-Val : 60 personnes ; Cercottes : 40 personnes ; Beauce-la-Romaine : 75 personnes). Il reste dans le cadre de cette 3<sup>ème</sup> édition une dernière résidence d'artiste à réaliser, celle de l'artiste Guillaume Mariotti. Celui-ci va produire un film qui pourra être projeté à l'occasion de BiodiverCiné 2024.

### **❑ BiodiverCiné 2024**

Monsieur Cuillerier propose d'ajuster l'édition 2024 de BiodiverCiné (4<sup>ème</sup> édition). La diffusion de la production de Guillaume Mariotti alimentera notamment cette édition. Cet événement se déroulerait en avril-mai ou juin). Le format proposé est le suivant :

- Une visite de terrain
- La projection du film réalisé en résidence d'artiste
- Un débat et conférence
- Un moment convivial



Il est proposé également de viser le public jeune.

Les membres du Comité Syndical, après en avoir délibéré, décident de valider le déroulé de BiodiverCiné 2024 et de son format adapté et de préparer en 2024 les éditions 2025-2026 et 2027 de BiodiverCiné (ainsi que de solliciter, le cas échéant, les subventions auprès de la Région Centre-Val de Loire et du programme LEADER 2023-2027) (délibération n°24-06).

#### ❑ **Projet « plantons le décor »**

Monsieur Cuillerier rappelle l'objectif de planter 100 000 arbres en 10 ans sur le territoire. Le Président informe qu'une liste des espèces éligibles à cette opération a été établie avec l'appui de l'association Arbres-en-Beauce, sur la base d'une liste définie par l'Agence Régionale de Biodiversité (ARB). Le Président informe qu'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sera lancé en avril. Cet AMI précise les conditions d'éligibilité (territoire géographique, bénéficiaires, type de plantation, essences, fourniture de protection), la subvention potentielle, l'accompagnement technique et administratif, la remise des plants et fournitures, les engagements du bénéficiaire et le contrôle et le suivi des plantations réalisées.

Monsieur Foussekis présente le calendrier prévisionnel de mise en œuvre du projet :

Avril : lancement de l'AMI du 2 avril au 31 mai (12h00)

Juin : réunion d'un comité de sélection pour analyser les candidatures

Juillet-août-septembre : éventuelles visites techniques et signature des conventions bénéficiaires-PETR

Fin septembre : commande groupée par le PETR (Marché public ou demande de devis)

Octobre : validation des devis/subvention auprès du CRST

Novembre : remise des plants

Décembre : préparation du terrain et plantation

Janvier 2025 : conseils et contrôle

Février 2025 : demande de paiement des 20% auprès des bénéficiaires

Monsieur le Président souligne le fait de planter en novembre plutôt qu'en décembre. M. Jacquet s'interroge sur l'éligibilité du matériel favorable à la prise des plantations : paillage, tuteurs, arrosage, etc. Monsieur le Président s'y montrer favorable car cela évite de gaspiller des plans. Ces éléments seront précisés dans l'AMI. Madame Caro évoque la possibilité d'utiliser du miscanthus pour le paillage et souligne que les collectivités ont un réel besoin de conseil sur les espèces à planter.

Le Président propose de lancer en 2024 cette première édition de plantation collective et de renouveler et affiner (en fonction de cette première édition) les années suivantes cette opération.

Les membres du Comité Syndical, après en avoir délibéré, décident de valider le projet d'opération groupée d'achats de plants d'espèces locales non invasives et de fournitures (paillage, protections contre gibier, etc.) permettant la création de corridors écologiques (haies, boisements, alignements d'arbres) identifiés ou non dans la trame verte et bleue locale. Ils décident de solliciter la Région Centre-Val de Loire via le CRST 2023-2029 pour soutenir financièrement ce projet et d'associer le « comité de pilotage portant sur la stratégie biodiversité », les services de la Région Centre-Val de Loire, de l'Agence Régionale de Biodiversité ainsi que les acteurs locaux (et notamment l'association Arbres-en-Beauce) à la finalisation de ce projet (délibération n°24-07).

☐ **Information sur les inventaires de biodiversité communale (IBC)**

Monsieur Foussekis informe qu'un IBC permet d'améliorer la connaissance de la biodiversité, d'initier des actions concrètes, de préserver la biodiversité et de sensibiliser les citoyens. Il s'étale sur deux ans et est financé à 80% par le CRST ; soit un reste à charge pour la commune de 20%.

Madame Chevolut souligne qu'Artenay a tout juste achevé son IBC et indique que cela a permis aux élus/agents et aux habitants de cheminer dans leurs réflexions sur la biodiversité. Monsieur Lorcet constate qu'un IBC constitue un vrai outil d'aide à la décision pour les communes. Monsieur Cuillerier évoque la possibilité de recenser les expériences des IBC sur le territoire afin de visualiser ce qui fonctionne en matière d'actions post-IBC.

## 7. Programme LEADER

☐ **Animation du GAL 2024**

Le comité syndical, après en avoir délibéré, décide d'affecter le chargé de mission LEADER & biodiversité à 0,8 ETP à l'animation et la gestion du programme LEADER 2023-2027, du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 et de solliciter les subventions auprès de l'Europe au titre du programme LEADER 2023-2027, pour l'animation et le fonctionnement du programme, au taux maximum (délibération n°24-08).

☐ **Animation de la stratégie biodiversité 2024**

Le comité syndical, après en avoir délibéré, décide d'affecter le chargé de mission LEADER & biodiversité à 0,2 ETP à l'animation et la mise en œuvre de la stratégie biodiversité du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 et de solliciter les subventions auprès de l'Europe au titre du programme LEADER 2023-2027, pour l'animation et le fonctionnement du programme, au taux maximum (délibération n°24-09)

## 8. Questions diverses

☐ **Agenda**

- PCAET – ateliers programme d'actions – jeudi 22 février – 18h-20h
- Signature officielle du CRST 2023-2029 (5 signataires) : mardi 27 février 2024 – 17h30 – Maison France Service – Meung-sur-Loire
- BUREAU DE MARS : mercredi 27 mars – 9h30 (St-Ay)
- ADEME TOURS – Caudalie – Gidy - 11h00 - 15h00 - Jeudi 28 mars
- COMITÉ SYNDICAL D'AVRIL (budget 2024) : mercredi 3 avril 2024 – 18h00
- Comité de pilotage biodiversité – lundi 8 avril – 18h30 – St-Ay

Monsieur le Président remercie l'ensemble des élus présents pour leur participation active et pour la qualité des échanges.

Le Président

Frédéric CUILLERIER



Le secrétaire de séance

Yves FROISSART